

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 12 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEDIFRAIS

6 RUE NUNGESSER ET COLI

ZAC ENTREE SUD

95500 GONESSE

Références : UD95 – 2022 - 365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2022 dans l'établissement SEDIFRAIS implanté 6 RUE NUNGESSER ET COLI à GONESSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 20 avril 2022, le SDIS a informé l'inspection des installations classée d'une fuite d'ammoniac sur une cuve d'ammoniac d'un équipement de refroidissement de l'entrepôt exploité par SEDIFRAIS. L'inspection des installations classées a contacté l'exploitant sans délai et s'est rendue sur site le jour même.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDIFRAIS
- 6 RUE NUNGESSER ET COLI ZAC ENTREE SUD 95500 GONESSE
- Code AIOT dans GUN : 0006514085
- Régime : Enregistrement

La société SEDIFRAIS exploite sur la commune de Gonnesse un entrepôt frigorifique de 100 000 m³ pour les magasins Franprix.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Ventilation	Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 8.2.4	/	Lettre de suite préfectorale
Intervention sur les équipements	Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 8.2.10	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapport incident	Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 2.5.1	/	Sans objet
Détection ammoniac	Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 8.2.11	/	Sans objet
Suivi en service avec plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	/	Sans objet
Tuyauteries d'ammoniac	Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 8.2.13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités pour lesquelles l'exploitant doit mettre en oeuvre des mesures correctives.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rapport incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un déclenchement de la détection NH3 s'est produit dans la nuit vers 3h10. Suite à ce déclenchement de l'alarme, le gardien du site a contacté les pompiers qui sont arrivés vers 3h50. Un technicien de la société JOHNSON CONTROLS est arrivé vers 5h.</p> <p>La détection NH3 s'est déclenchée suite à une fuite sur un des groupes froids de 300 kg de NH3. Cette détection a eu pour effet d'arrêter automatiquement les 3 groupe froids de l'entrepôt.</p> <p>Avec les indications du technicien de JOHNSON CONTROLS, les pompiers ont pu arrêter la fuite vers 7h30.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les 2 autres groupes froids ont pu être redémarrés. Au jour de l'inspection, l'exploitant était en mesure de faire fonctionner son entrepôt avec uniquement 2 groupes froids. L'exploitant a indiqué qu'en période printanière, l'arrêt des groupes froids pendant quelques heures n'a pas eu de conséquence sur la température de l'entrepôt (vis-à-vis des denrées alimentaires stockées).</p> <p>Suite à cet incident, par courriel de l'Inspection du 20 avril 2022, il a été demandé à l'exploitant de compléter la fiche accident/incident du BARPI.</p> <p>Par courriel du 3 mai 2022, l'exploitant a transmis son rapport d'incident.</p> <p>Ce rapport d'incident précise notamment que la fuite d'ammoniac est d'environ 38 kg.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, la salle des machines est convenablement ventilée, en phase normale d'exploitation. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur. La salle des machines disposera de deux ventilateurs extracteurs d'air en toiture délivrant un débit total d'extraction de 20 000m ³ /h permettant d'une part d'évacuer la chaleur dégagée par les machines et d'autre part pour assurer la sécurité du local compte tenu de la présence d'ammoniac en cas de situation accidentelle. Un ventilateur fonctionnera en continu et le deuxième sera actionné sur détection d'ammoniac dans le local ou en cas d'augmentation de la température du local. La sortie de ces extracteurs sera constituée d'un conduit vertical d'une hauteur de 1 m au-dessus des acrotères des cellules voisines.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les deux ventilateurs étaient actionnés. L'exploitant a indiqué que lors de l'intervention des pompiers pour faciliter l'aération du local, la porte du local a été ouverte en grand. Par courriel du 20 avril 2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre le dernier contrôle des ventilateurs du local afin de s'assurer de l'atteinte du débit total d'extraction de 20 000 m ³ /h réglementaire. L'exploitant n'a pas transmis ce contrôle.
Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document confirmant que les deux ventilateurs extracteurs d'air en toiture sont capables de délivrer un débit total d'extraction d'air de 20 000 m ³ /h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Détection ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 8.2.11

Thème(s) : Risques accidentels, Détection ammoniac

Prescription contrôlée :

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones susceptibles d'être impactées par la fuite d'ammoniac.

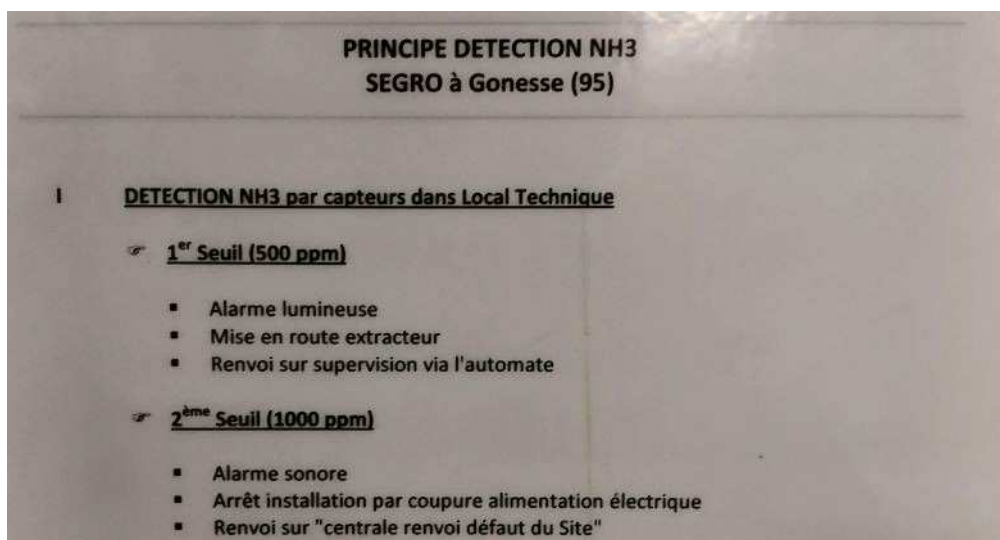
La salle des machines est équipée de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.

L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur,

le franchissement du deuxième seuil (soit 1000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la centrale de détection a fonctionné comme indiqué dans la procédure affichée à proximité.



L'alarme sonore s'est déclenchée et a coupé l'alimentation électrique des groupes froids suite au dépassement du seuil de 1000 ppm.

Par courriel du 3 mai 2022, l'exploitant a transmis le rapport de la société ADS qui indique que la maintenance a été faite le 8 avril 2022 sur ces détecteurs.

En revanche, l'asservissement n'avait pas été testé. Par ailleurs, la société ADS indique dans son rapport d'intervention du 20 avril que la centrale de détection gaz est en défaut.

Observations : L'inspection demande à l'exploitant de confirmer dans un délai d'un mois que la centrale de détection NH ₃ a bien été remplacée. L'inspection rappelle à l'exploitant que les tests des centrales de détection doivent concerner toute la chaîne d'actions, y compris l'asservissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi en service avec plan d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, ESP - Suivi avec plan
Prescription contrôlée : <p>I. - Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles.</p> <p>Un examen est considéré comme étant complet s'il permet une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés, de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement. Il tient compte des conditions de conception et de fabrication de l'équipement mentionnées dans la notice d'instructions, des conditions de son exploitation, de l'environnement dans lequel il est utilisé, et des résultats des examens antérieurs, en particulier l'évaluation des dégradations éventuelles mises en évidence, qu'elles soient liées à sa fabrication ou à son exploitation. Les critères d'acceptabilité sont adaptés au caractère qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif des informations intervenant dans la détermination de la période maximale entre les contrôles et de leur nature contribuant à l'examen complet, et aux incertitudes affectant ces informations.</p> <p>Un plan d'inspection couvre un équipement individuel ou un lot d'équipements ayant des caractéristiques de fabrication et des conditions d'exploitation homogènes. [...]</p>
Constats : Par courriel du 3 mai 2022, l'exploitant a transmis les derniers rapports de requalification périodique des groupes froids. Ces rapports sont datés du 17 mai 2016 et le bureau de contrôle (Bureau Véritas) juge les équipements satisfaisants en dehors du contrôle documentaire.
<p>Le bureau de contrôle indiquait qu'il manquait des déclarations de mise en service des séparateurs et des bouteilles basses pressions des groupes froids.</p> <p>Par courriel du 3 mai 2022, l'exploitant a transmis les plans d'inspection des 3 groupes froids réalisés selon le CAHIER TECHNIQUE PROFESSIONNEL du 23 juillet 2020 pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression. Il a transmis les rapports des dernières inspections périodiques réalisées par Johnson Controls et datées du 3 mai 2021. La société de contrôle conclut sur la conformité des 3 équipements.</p> <p>Le plan d'inspection précise que l'inspection périodique des récipients est à réaliser une fois tous les 2 ans et le contrôle des tuyauteries une fois tous les 4 ans. La requalification périodique est à réaliser une fois tous les 6 ans.</p>
Observations : L'inspection rappelle que la fréquence de requalification périodique des équipements contenant des gaz toxiques comme l'ammoniac est une fois tous les six ans. La date limite de prochaine requalification périodique est donc le 17 mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tuyauteries d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 8.2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries d'ammoniac
Prescription contrôlée : Les tuyauteries sont conçues, fabriquées et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur, ou à défaut, aux normes existantes. L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble des tuyauteries. Les contrôles, ainsi que le programme de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Par courriel du 3 mai 2022, l'exploitant a transmis son plan d'inspection réalisé au titre de la réglementation des équipements sous-pression. Les tuyauteries sont listées dans le plan d'inspection et dans l'inspection périodique réalisée le 3 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Intervention sur les équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2011, article 8.2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel d'intervention
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de la salle des machines ou mis à disposition permanente du personnel d'exploitation autorisé. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel d'exploitation est formé à l'emploi de ces matériels. Toute intervention d'urgence nécessite de s'équiper d'un dispositif de protection respiratoire.
Constats : Lors de l'incident, l'exploitant n'a pas été en mesure d'intervenir. Les pompiers sont intervenus sur l'incident. Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 5 mai 2022 que le site dispose : -> Dans l'armoire EPI salle de froid : 1 masque NH3 et 3 recharges - 2 combinaisons - 1 paire de gants -> Dans le bureau maintenance : 2 masques NH3 dans l'armoire EPI. L'exploitant a fourni les attestations de formation de 4 personnes formées à l'exploitation d'équipements fonctionnant à l'ammoniac.
Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 8.2.10 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011, l'exploitant n'a pas été en mesure de s'assurer que les employés formés à la maîtrise d'un risque NH3 soient en capacité d'intervenir sur un incident. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir la localisation des EPI afin que les personnes en charge de l'exploitation des groupes froids soient en capacité d'intervenir sur les équipements. La procédure doit être également revue pour que les personnes formées soient contactées en cas d'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale